

*Questions au Feuilleton*

L'AIDE FINANCIÈRE FÉDÉRALE À LA COOPÉRATIVE  
ANISHINAHBEG MAN-O-MIN DE KENORA (ONT.)

Question n° 2997—M. Reid:

Le gouvernement fédéral a-t-il accordé a) des subventions, b) des garanties de prêts, c) des prêts à la coopérative Anishinabeg Man-O-Min de Kenora (Ontario) au cours des trois dernières années et, dans l'affirmative, quelles sommes a-t-on accordées annuellement dans chacune des catégories précitées?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): En 1972 et 1973, le ministère a accordé des subventions, des garanties de prêts et des prêts destinés à la moisson, au traitement et à la mise en marché des récoltes de riz sauvage. La politique du ministère ne nous autorise pas, toutefois, à divulguer les dispositions financières prises en vue d'emprunter au Fonds d'aide à l'économie des Indiens.

LE CONTRAT DE NETTOYAGE STJ2-5528A À LA BASE  
MILITAIRE DE GAGETOWN

Question n° 3010—M. Howie:

1. A-t-on modifié les exigences concernant le dépôt de garantie avant la date limite des appels d'offres pour le contrat de nettoyage STJ2-5528A à la base des Forces canadiennes de Gagetown, en mars 1973 et, dans l'affirmative, pourquoi?

2. Exception faite du samedi et du dimanche, combien de jours avant la date limite a-t-on fait part des modifications à chacun des soumissionnaires et comment les a-t-on avertis?

3. A-t-on reporté la date limite de présentation des soumissions et, dans la négative, pourquoi?

4. Pourquoi n'a-t-on pas accepté l'une ou l'autre des deux soumissions les moins chères, qui les a présentées et pour quels montants, et qui a été finalement l'adjudicataire du contrat?

5. A-t-on refusé de donner des renseignements quant à l'heure et au lieu d'ouverture des appels d'offres à M. Vincent Fox du Custodian Services Limited afin que lui-même ou son représentant puisse y assister et, dans l'affirmative, pourquoi?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): 1. Oui. Vu la valeur du contrat, le

Ministère a dû demander qu'un dépôt de garantie ou une garantie de soumission soit remise en même temps que la soumission.

2. Des télégrammes ont été envoyés quatre jours ouvrables avant la date limite de remise des soumissions.

3. Non. Il a été décidé que les soumissionnaires avaient suffisamment de temps pour répondre. Aucun soumissionnaire n'a demandé de faire reporter la date limite.

4. Les deux soumissions les plus basses n'ont pas été acceptées parce qu'elles ne répondaient pas aux exigences de l'appel d'offres. Better Building Maintenance Ltd., \$19,490 par mois; Custodian Services Ltd., \$21,431 par mois; Jet Janitor Services Ltd., \$22,600 par mois (soumissionnaire retenu).

5. Non. M. Fox a été invité à assister à l'ouverture des appels d'offres et à être témoin des procédures employées, comme en témoigne la lettre du ministre à ce sujet au député de York-Sunbury (M. Howie), en date du 31 mai dernier. La même invitation a ensuite été faite à M. Howie, en septembre dernier, par l'entremise du Directeur régional de l'approvisionnement de la région de l'Atlantique du MAS.

LE BUT DU VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION  
DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION  
PUBLIQUE

Question n° 3265—M. Knight:

1. Quel était le but du voyage de M. J. Finkelman, président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique (échelle de salaire \$40,000-\$45,000) à New York, Fresno, Tel Aviv et Londres (\$2,746), au cours de l'année financière 1971-1972?

2. En quel mois de l'année ce voyage a-t-il eu lieu?

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Pour la commission des relations de travail dans la Fonction publique.

New-York (N.-Y.)	Prononcer un discours lors de l'«International Symposium on Public Employment Labour Relations».	2. mai 1971
Fresno (Calif.)	Assister à la 20 <sup>e</sup> conférence annuelle de l'«Association of Labour Mediation Agencies and the National Association of State Labour Relations Agencies». (Conférence mixte.)	juin 1971
Tel-Aviv (Israël)	Prononcer un discours à l'«International Conference on Trends in Industrial and Labour Relations».	janvier 1972
Londres (Angleterre)*	Rencontrer certains représentants: de l'«Industrial Court», de la «Commission on Industrial Relations», du ministère de la Fonction publique, de l'Association des employés de la Fonction publique.	janvier 1972

\*Arrêt durant le voyage de retour Tel-Aviv (Israël)-Canada.

LE BUT DU VOYAGE DU VICE-PRÉSIDENT DE LA  
COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA  
FONCTION PUBLIQUE

Question n° 3266—M. Knight:

1. Quel était le but du voyage de M. G.-E. Gauthier, vice-président de la Commission des relations de travail dans la Fonction

[M. Marchand (Langelier).]

publique (échelle de salaire \$34,000-\$40,000) à Washington et à New York (\$336), au cours de l'année financière 1971-1972?

2. En quel mois de l'année, ce voyage a-t-il eu lieu?

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Pour la Commission des relations de travail dans la Fonction publique: